



Presidenza Italiana
del Consiglio
dell'Unione Europea



Strasbourg, le 30 septembre 2014

CDL-PI(2014)001prog
Or. angl.

COMMISSION EUROPÉENNE POUR LA DEMOCRATIE PAR LE DROIT
(COMMISSION DE VENISE)

en coopération avec
**LE MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE D'ITALIE**

4EME ATELIER INTERCULTUREL SUR LA DEMOCRATIE
**« TRANSPARENCE ET ETAT DE DROIT COMME CONDITIONS
PREALABLES AU DEVELOPPEMENT EQUITABLE ET DURABLE »**

ROME, ITALIE
LA FARNESINA, MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES
Sala delle Conferenze Internazionali

Jeudi 9 Octobre 2014

(de 9h00 à 18h30)

PROGRAMME

9h00 - 9h30 – ENREGISTREMENT DES PARTICIPANTS

9h30 - 10h10 – ALLOCUTIONS D'OUVERTURE

M. l'Ambassadeur Michele Valensise, Secrétaire Générale, Ministère des Affaires étrangères et de la coopération internationale d'Italie

M. le Sénateur Benedetto Della Vedova, Sous-secrétaire d'Etat, Ministère des Affaires étrangères et de la coopération internationale d'Italie

M. Gianni Buquicchio, Président de la Commission de Venise

10h10-10h30 DISCOURS INAUGURAL

Mme Jacqueline Peschard Mariscal, Professeur, Université nationale de Mexico

10h30-10h50 Pause-café « Sala Mappamondi »

10h50- 13h00 1ER ATELIER

TRANSPARENCE

Président: M. Jan Helgesen, 1^{er} Vice-Président de la Commission de Venise, Professeur, Université d'Oslo, Norvège

Quatre intervenants :

- **La transparence comme moyen de contrôle démocratique**

M. Sergio Bartole, Professeur *Emeritus* de Droit constitutionnel, Université de Trieste, Italie, Membre suppléant de la Commission de Venise.

- **La réponse démocratique aux défis de la transparence**

M. Rami Wriekat, Secrétaire Général, Ministère des Affaires politiques et parlementaires de de la Jordanie.

- **Responsabilité: la transparence comme moyen d'intégrer un contrôle public comme aspect de la régulation gouvernementale**

M. Khalid Naciri, Professeur à la Faculté de Droit de Casablanca, ancien ministre, ancien directeur de l'Institut Supérieur de l'Administration (ISA), Maroc.

- **Les mesures anti-corrupsions comme condition pour la bonne gouvernance et l'équité**

M. Giuseppe Santalucia, Chef adjoint du Service Législatif, Ministère de la Justice d'Italie.

DISCUSSION

13h00-14h30 Déjeuner – Buffet « Sala Mappamondi »

14h30-16h40 2ÈME ATELIER

L'ETAT DE DROIT ET LE DEVELOPPEMENT EQUITABLE ET DURABLE

Présidente: Mme Stefania Rosini, Chef adjointe du Service des Affaires juridiques, du contentieux diplomatique et des traités, Ministère des Affaires étrangères d'Italie

Quatre intervenants :

- **L'état de droit et le développement durable**
Mme Maria Chiara Malaguti, Vice-Présidente de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) 2014-2015, Italie.
- **La corruption comme instrument pour fausser la concurrence, entraver le développement économique et mettre en danger la justice sociale**
M. Fernando Jimenez Sanchez, Evalueur au Groupe d'États contre la Corruption du Conseil de l'Europe (GRECO), Département de Science politique et de l'administration publique, Université de Murcia, Espagne.
- **L'effectivité de la protection des droits économiques et sociaux de Tunisie**
M. Mehdi Ben Braham, Expert en protection sociale, Laboratoire d'Economie et de Gestion Industrielle (LEGI) à l'Ecole Polytechnique de Tunisie, Tunis.
- **L'effectivité de la protection des droits civils et politiques**
M. Antoine Messarra, Membre du Conseil constitutionnel du Liban.

DISCUSSION

16h40-17h00 Pause-café « Sala Mappamondi »

17h00- 18h00 DISCUSSION GENERALE

18h00-18h30 CONCLUSIONS

M. Andrea Tiriticco, Chef du Service des Affaires juridiques, du contentieux diplomatique et des traités, Ministère des Affaires étrangères et de la coopération internationale d'Italie

introduit

M. le Sénateur Benedetto Della Vedova, Sous-secrétaire d'Etat, Ministère des Affaires étrangères et de la coopération internationale d'Italie

18h30 Réception au Ministère des Affaires étrangères et de la coopération internationale d'Italie « Sala Mappamondi »